



Maruani Margaret (2001). L'emploi féminin dans la sociologie du travail : une longue marche à petits pas. In Laufer Jacqueline, Marry Catherine et Maruani Margaret (2001). *Masculin-Féminin : questions pour les sciences de l'homme*. Paris : Presses Universitaires de France.

Repositionner la question de la différence des sexes

À l'aube des années 1990, l'enjeu change de nature : après avoir imposé le travail féminin, il faut désormais le désenclaver. C'est le statut de la différence des sexes au sein des sciences sociales du travail qui est en question.

Cette période est marquée par un double tournant problématique. On assiste tout d'abord à une *évolution d'optique* : de la sociologie du travail des femmes, on passe de plus en plus à celle des *différences de sexe dans le monde du travail*. Des *women's studies* au *gender's studies*. Ce sont les différences, les inégalités, les disparités que l'on traque et non plus les singularités ou les particularités. La plupart des travaux comparent désormais femmes et hommes : leurs salaires (Silvera, 1996), leurs carrières (Cacouault, 1995 ; Laufer et Fouquet, 1998 ; Marry, 1989), leurs trajectoires (Battagliola, 1998 ; Alonzo, 1996), leurs temps de

travail (Silvera, 1998 ; Maruani, 1996 ; Lallement et Lefèvre, 1996), etc. Plus récemment apparaît également l'idée qu'il faut s'intéresser au travail des hommes de la même façon qu'on le fait pour celui des femmes, c'est-à-dire comme à une activité sexuellement construite : le genre masculin n'est pas neutre¹.

De fait, il ne s'agit plus seulement de dévoiler un pan de l'histoire et de la sociologie du travail féminin, mais de poser et d'imposer la question de la différence des sexes au cœur des réflexions sur le travail et l'emploi. Avec l'idée que, dans les recompositions du monde du travail, tout comme dans les réflexions sur le sens, la valeur et la place du travail dans la société, les logiques de genre constituent un élément déterminant.

On assiste également à une *évolution des thèmes traités*. Aux recherches sur le travail, viennent désormais s'ajouter celles sur *l'emploi, le chômage, l'activité*. De la division sexuelle du travail, on passe ainsi à la *division sexuelle du marché du travail*. La féminisation de la population active devient le préalable incontournable à toute réflexion : on ne peut plus penser la place des hommes et des femmes sur le marché du travail dans les mêmes termes quand les femmes représentent le tiers de la population active (34 % en 1962) que lorsqu'elles en constituent près de la moitié (46 % en 2000). La féminisation de la population active n'a pas seulement modifié la position professionnelle des femmes. Elle a transformé le monde du travail dans son ensemble. Par ailleurs, la question du partage sexué de l'emploi n'a pas le même sens en période de pénurie de main-d'œuvre qu'en situation de rationnement du travail. À côté des traditionnelles inégalités devant le travail viennent s'ajouter les disparités en matière d'emploi (Maruani et Reynaud, 1993). L'étude du chômage et de ses frontières (Gauvin, 1998 ; Rogerat et Sénottier, 1994), l'analyse des différentes formes d'emploi et de sous-emploi (Maruani, 2000 ; Angeloff, 1999, 2000), le repérage des diverses modalités de précarité et de flexibilité (Alonzo, 1998 ; Bouffartigue et Pendaries, 1994), deviennent dès lors centrales.

À cette extension du travail vers l'emploi et le chômage, il faut ajouter l'ouverture sur *la formation et l'éducation*. De la même façon que les années 1970-1980 ont été marquées par la rencontre, sur la question des femmes, entre sociologie du travail et de la famille, la décennie 1990 a été celle de la connexion, sur la thématique de la différence des sexes, entre sociologie de l'éducation et du travail. C'est en effet au début des années 1990 (Duru-Bellat, 1990 ; Baudelot et Estabiet, 1992) qu'est mise en évidence la percée des scolarités fémi-

nines : à l'école comme à l'Université, les filles réussissent mieux que les garçons. Certes, les filières d'enseignement demeurent notablement sexuées, mais en termes de niveau le fait est là, massif et irréversible. Relier situation professionnelle, statut d'emploi et niveau de formation devient une nécessité : « La progression spectaculaire des scolarités féminines introduit (...) un troisième terme dans le débat social sur le travail des femmes qui se cantonne souvent à un dialogue entre deux institutions : la famille et l'entreprise » (Baudelot et Estabiet, 1992). Le questionnement sur les positions professionnelles comparées des hommes et des femmes change dès lors de sens : comment expliquer la permanence, voire la recrudescence d'inégalités professionnelles en tous genres quand le « capital humain » des femmes s'est tant accru ? Ainsi se trouve reposé le problème de la valeur du diplôme et de la relation formation-emploi (Marry, 1997).

Au total, le changement ne réside peut-être pas tant dans l'élargissement des champs de recherche que dans le changement de point de vue sur l'objet étudié. Il se situe dans cette volonté de montrer et de démontrer les vertus heuristiques d'une lecture sexuée du monde du travail. Cette conviction se retrouve dans un ouvrage collectif paru en 1998, *Les nouvelles frontières de l'inégalité* (Maruani dir., 1998) qui, faisant écho au *Sexe du travail* de 1984, présente un état des lieux des recherches et problématiques sur la place des hommes et des femmes sur le marché du travail. L'idée centrale qui parcourt cet ensemble de textes est qu'étudier l'évolution de la place des hommes et des femmes sur le marché du travail, ce n'est pas s'adonner à la sociographie d'une catégorie de main-d'œuvre à part – les femmes. C'est se donner les moyens de repérer les changements structurels qui ont produit les transformations de la population active. C'est analyser les logiques sociales qui sous-tendent les recompositions du monde du travail. En matière de chômage et de précarité, de sous-emploi et de surqualification, de flexibilité et de partage du travail, les femmes ne sont pas spécifiques. Elles sont symptomatiques des mouvements qui agitent le marché du travail. Elles sont révélatrices de phénomènes d'ensemble. Leur situation n'est pas particulière, elle est significative. En approfondissant l'analyse des différences de sexe sur le marché du travail, on ne contribue pas seulement à l'accumulation des savoirs sur l'activité féminine, on participe à la progression générale des connaissances sur le monde du travail.

À l'aube du XXI^e siècle, l'enjeu se situe bien là : universaliser la question de la différence des sexes en la repositionnant au sein des sciences humaines que l'on pourrait dès lors cesser de nommer *sciences de l'homme*.

1. Titre du dossier du n° 3/2000 de la revue *Travail, genre et sociétés*.